

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/12/Add.10

16 juillet 1997

(97-3037)

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

Projet de liste sur les services financiers

Addendum

La communication ci-après est distribuée à la demande de l'Australie aux membres du Comité du commerce des services financiers.

L'Australie présente ci-joint son projet de liste sur les services financiers.

Elle se réserve le droit de modifier ou de réduire ce projet de liste en fonction du progrès des négociations et de la volonté d'une masse critique de participants d'accepter d'accorder l'accès aux marchés et le traitement national pour les services financiers.

Elle se réserve le droit d'apporter des modifications d'ordre technique à ce projet de liste (par exemple en ce qui concerne les prescriptions en matière d'enregistrement imposées par les Etats et territoires dans le cadre du programme relatif aux établissements financiers pour les coopératives de crédit, les sociétés de crédit immobilier et les sociétés de prévoyance).

Tous les engagements inscrits dans ce projet de liste sont subordonnés aux engagements horizontaux relatifs à l'investissement contenus dans la liste d'engagements spécifiques de l'Australie annexée à l'AGCS.

Offre de l'Australie sur les services financiers

Pour l'Australie, il est extrêmement important que cette série de négociations sur les services financiers engagée sous les auspices de l'OMC soit menée à bien dans les délais. L'Australie estime que la conclusion d'un accord de large portée et à vaste participation, appliqué sur une base NPF par tous les signataires, est une tâche hautement prioritaire. Elle considère que des engagements améliorés en matière d'accès aux marchés et de traitement national, ayant pour effet de libéraliser le commerce des services financiers, seront avantageux pour tous les pays. Outre qu'ils assureront aux fournisseurs de services financiers de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement ainsi qu'une sécurité et une transparence accrues, des marchés financiers plus ouverts et plus transparents favoriseront le développement des marchés des capitaux et la croissance économique. Une plus grande participation étrangère sur les marchés nationaux aidera aussi à améliorer la compétitivité sur le plan international grâce à l'introduction de technologies nouvelles, de systèmes financiers modernes et de produits novateurs. Le succès de ces négociations permettrait aussi à l'OMC d'être mieux placée pour faire face aux difficultés qui apparaîtront dans le domaine du commerce multilatéral jusqu'à la Conférence ministérielle de 1998 et au-delà.

L'Australie est déterminée à faire en sorte que son propre marché des services financiers soit moderne, efficace et compétitif sur le plan international. Il existe donc très peu de restrictions à l'entrée des fournisseurs de services étrangers sur son marché et, en conséquence, le nombre des restrictions en matière d'accès inscrites dans la liste de l'Australie annexée à l'AGCS est très limité. De même, l'Australie a aussi mis en oeuvre un certain nombre de réformes du secteur financier depuis la clôture du Cycle d'Uruguay et le gouvernement examine actuellement les recommandations d'une vaste enquête relative au système financier australien. Cette enquête visait à déterminer les modifications qu'il pourrait encore être nécessaire d'apporter pour que le système financier australien soit capable de répondre aux défis créés par l'évolution rapide des systèmes financiers internationaux tout en maintenant la stabilité, l'intégrité et l'efficacité.

Pour montrer l'intérêt qu'elle porte aux négociations, l'Australie a décidé de tenir compte dans son offre des réformes apportées à son système financier en trois ans, jusqu'à fin 1996. Ces réformes comprennent un certain nombre de grandes modifications. Vu l'importance qu'elle attache à la conclusion d'un accord NPF global, l'Australie offrira de retirer son exemption NPF relative aux prescriptions en matière de réciprocité imposées pour devenir membre de la Bourse australienne. A la suite de la privatisation récente de la Commonwealth Bank of Australia (CBA), l'Australie offrira aussi d'assouplir les restrictions applicables à la détention d'actions de la CBA par les banques et autres organismes et d'éliminer progressivement les garanties de l'Etat fédéral dont bénéficient les opérations de la CBA. L'Australie offrira aussi d'éliminer les réserves des Etats quant à la participation étrangère au capital des anciennes banques d'Etat ou contrôlées par l'Etat, la plupart de ces banques ayant été vendues. Une autre amélioration majeure est l'offre d'éliminer toute une série de restrictions applicables à la prise de participation de banques au capital de sociétés agréées comme intermédiaires sur le marché monétaire et aux relations entre les banques et ces intermédiaires, à la suite de l'élimination de ces derniers en mai 1996. Cette modification résulte de mesures visant à appliquer en Australie un système de règlement global en temps réel. On trouvera ci-après une récapitulation de ces améliorations, ainsi que d'autres, apportées à l'offre australienne.

Améliorations apportées à l'offre de l'Australie

- L'exemption NPF relative aux prescriptions en matière de réciprocité imposées pour devenir membre de la Bourse australienne a été éliminée.
- L'interdiction pour les banques (résidentes ou non) de détenir des actions de la Commonwealth Bank of Australia et pour les autres organismes de détenir plus de 5 pour cent des actions émises par cette banque a été supprimée.
- La rubrique relative aux garanties accordées par l'Etat fédéral pour les opérations financières de la Commonwealth Bank a été modifiée. Le nouveau texte tient compte des dispositions transitoires mises en place en vue de l'élimination progressive de ces garanties.
- Les restrictions imposées à la détention par les banques (australiennes et étrangères) d'actions de sociétés agréées comme intermédiaires sur le marché monétaire et les restrictions appliquées aux relations et transactions entre opérateurs agréés et banques apparentées ont été éliminées.
- L'interdiction pour les banques étrangères établies à l'étranger de lever des fonds en Australie a été assouplie; ces banques sont maintenant autorisées à lever les fonds en Australie en émettant des titres de créance, sous réserve de certaines conditions.
- La rubrique relative au droit que se réservent les gouvernements des Etats et des territoires d'interdire la participation étrangère au capital des banques d'Etat ou contrôlées par l'Etat a été supprimée. Une nouvelle rubrique élaborée compte tenu des garanties transitoires dont bénéficient certains éléments d'actif et de passif des anciennes banques d'Etat ou contrôlées par l'Etat a été ajoutée.
- Un certain nombre de modifications, d'ordre technique ou autre, ont aussi été apportées; par exemple, un texte précisant que les banques étrangères peuvent établir des filiales constituées en sociétés en Australie, ainsi que des succursales, a été ajouté.

AUSTRALIE
PROJET DE LISTE SUR LES SERVICES FINANCIERS

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS			
	Les engagements spécifiques de l'Australie concernant les services financiers sont pris conformément au "Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers" reproduit en annexe (ci-après dénommé le "Mémoire d'accord").		
	Les obligations relevant du Mémoire d'accord sont énoncées dans la présente liste en sus de celles qui sont visées par les dispositions de la Partie III de l'Accord et de l'Annexe sur les services financiers. Les engagements en matière d'accès aux marchés pour ce qui concerne la "fourniture transfrontières" et la "consommation à l'étranger" sont consolidés dans la présente liste dans la mesure des obligations énoncées aux paragraphes 3 et 4 du Mémoire d'accord.		
	Ces engagements spécifiques relatifs aux services financiers font l'objet des limitations générales indiquées dans la Liste de l'Australie annexée à l'AGCS sous "Engagements horizontaux".		
A. <u>Services d'assurance et services connexes</u>	3) S'agissant des compagnies d'assurance sur la vie non résidentes, seules les filiales sont autorisées 3) Les compagnies d'assurance-vie étrangères enregistrées doivent avoir un responsable principal résident en Australie 1), 3) Les compagnies d'assurance agréées opérant en Australie sans être constituées en sociétés doivent désigner comme agent un résident en Australie 3) La plupart des gouvernements des Etats et des territoires appliquent des restrictions, par le biais de monopoles, de licences ou de réglementation des primes et autres conditions des polices dans les domaines d'assurance ci-après:	3) Des garanties régionales sont accordées à certains offices d'assurance des Etats ou territoires	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance)</p>	<p>Assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles: VIC, WA, TAS, NT, ACT (monopoles); NSW, QLD, SA (licences, primes/conditions des polices)</p> <p>Indemnisation des accidents du travail: SA, VIC, QLD (monopoles); NSW, WA, TAS (licences, primes/conditions des polices)</p> <p>4) L'admission temporaire de spécialistes aux fins des activités d'un fournisseur de services d'assurance établi en Australie est autorisée sous réserve des conditions énoncées sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Les banques centrales étrangères et les institutions monétaires de gouvernements étrangers sont autorisées par la Banque centrale à placer avec intérêts des avoirs officiels de réserve à condition de s'engager à conserver de façon durable des dollars australiens et de consulter la Banque en cas de modification majeure de leur portefeuille d'avoirs en dollars australiens. Les institutions monétaires chargées de gérer à la fois des avoirs de réserve et des investissements commerciaux sont autorisées à investir en Australie jusqu'à une certaine limite et dans les mêmes conditions.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>1), 3) Les banques étrangères établies à l'étranger peuvent offrir leurs services aux entreprises australiennes mais ne sont pas autorisées à lever des fonds en Australie ni à y opérer à moins d'être des banques agréées (ou d'établir une société intervenant sur le marché monétaire, une filiale, etc.). Elles peuvent cependant lever des fonds en Australie en émettant des titres de créance, à condition que ces titres soient offerts/négociés en lots de 500 000 dollars australiens au moins et qu'il soit clairement précisé sur ces titres et dans tout mémorandum que la banque émettrice n'est pas agréée en Australie conformément à la Loi sur les opérations bancaires.</p> <p>1), 3) Les transactions sur devises en Australie doivent être effectuées par l'entremise d'un opérateur agréé par la Banque centrale. Seules les banques, y compris les succursales de banques étrangères, et les établissements financiers constitués en sociétés en Australie et dotés du capital minimum requis peuvent demander l'autorisation d'effectuer des opérations de change.</p> <p>3) Les banques étrangères qui satisfont aux prescriptions prudentielles et relatives à la politique de concurrence peuvent exercer une activité bancaire en Australie. Elles</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>peuvent le faire par l'entremise d'une filiale constituée en société locale et/ou d'une succursale agréée, laquelle ne pourra cependant pas accepter des dépôts de particuliers. Les banques étrangères qui souhaitent recevoir de tels dépôts doivent demander à cet effet leur agrément en qualité de filiales locales. Les succursales de banques étrangères peuvent accepter des dépôts (et autres fonds) de quelque montant que ce soit de la part de sociétés légalement constituées, de non-résidents et de leur propre personnel. Les dépôts (et autres fonds) ne peuvent être acceptés d'autres sources que si le dépôt (ou autre avoir) initial est supérieur à 250 000 dollars australiens. L'acceptation de dépôts de montant inférieur est considérée comme un service bancaire pour particuliers.</p> <p>Les étrangers ne sont pas autorisés à prendre des participations dans l'une quelconque des quatre principales banques d'Australie: Commonwealth Bank of Australia, National Australia Bank, Westpac Banking Corporation et Australia and New Zealand Banking Group).</p>	<p>3) L' Australian Industry Development Corporation et les autres organismes appartenant au Commonwealth d'Australie et autorisés à effectuer des opérations financières bénéficient de la garantie de l'Etat fédéral. Celui-ci, qui a vendu le 19 juillet 1996 les actions de la Commonwealth Bank of Australia (CBA) qu'il détenait encore, a mis en place une garantie pour tous les éléments de passif de</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Dans plusieurs Etats et territoires, les gouvernements gèrent des centrales de crédit auxquelles les autorités et les entreprises sous contrôle intégral ou partiel de l'Etat doivent s'adresser pour emprunter (et parfois investir) ou obtenir certains services financiers:</p> <p>SA - South Australian Government Financing Authority, Local Government Finance Authority of South Australia TAS - Tascorp NSW - NSW Treasury Corporation VIC - Treasury Corporation of Victoria QLD - Queensland Treasury Corporation, Queensland Investment Corporation NT - Northern Territory Treasury Corporation WA - Western Australian Treasury Corporation</p> <p>3) L'obligation de liquidités imposée par la Bourse australienne aux courtiers en valeurs mobilières a peut-être pour effet de favoriser la participation des filiales plutôt que des succursales de sociétés étrangères</p>	<p>la CBA. La durée de la garantie dépend des caractéristiques de l'élément de passif considéré.</p> <p>Les opérations financières de certains organismes appartenant à un Etat ou un territoire peuvent être garanties par le gouvernement de l'Etat ou du territoire. Les gouvernements d'un certain nombre d'Etats et de territoires ont aussi mis en place des garanties transitoires pour certains éléments d'actif ou de passif d'anciennes banques d'Etat ou contrôlées par l'Etat.</p> <p>3) Le conseil d'administration d'une maison de courtage participant à la Bourse australienne doit être composé en majorité de résidents en Australie</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>Seules les sociétés légalement constituées peuvent demander l'autorisation d'intervenir sur une bourse des valeurs ou un marché à terme</p> <p>4) L'admission temporaire de spécialistes aux fins des activités d'un fournisseur de services financiers établi en Australie est autorisée sous réserve des conditions énoncées sous "Engagements horizontaux"</p>			